

12.08.2025 – 07:30 Uhr

Argumentaire salariale 2026 : la sécurité est le nouveau salaire

Olten (ots) -

Dans un monde marqué par les crises, les bouleversements technologiques et la polarisation politique, les individus ont de plus en plus besoin de stabilité, y compris sur leur lieu de travail. Trois revendications sont au centre de notre argumentaire : une augmentation salariale équitable pouvant atteindre 1,2 %, la sécurité psychologique et un accès garanti à la formation continue.

Face à l'incertitude économique croissante, à la polarisation de la société et aux profondes mutations du monde du travail induites par l'intelligence artificielle et les tensions géopolitiques, les employé·es en Suisse réclament davantage de protection, de stabilité et de perspectives.

Investir dans la qualification de sa main d'oeuvre, dans un tel contexte, revêt une importance capitale, car renforcer les individus signifie renforcer la place économique de la Suisse, indépendamment des barrières commerciales mondiales.

Dans la période que nous traversons actuellement, les employé·es ont besoin non seulement d'une participation équitable à la réussite économique, mais également d'un environnement de travail qui leur procure la sécurité financière et psychologique, ainsi que des perspectives d'avenir.

Trois revendications sont donc centrales pour 2026 :

- Une évolution salariale équitable
- Un cadre garantissant la sécurité psychologique dans les entreprises
- Un accès systématique à des formations continues ciblées pour les employé·es

Augmentation salariale jusqu'à 1,2%

Depuis la reprise de l'inflation ces dernières années, de nombreuses personnes actives ressentent une pression constante sur leur pouvoir d'achat, une situation qui devrait se poursuivre en 2026, même si l'inflation annuelle prévue est relativement faible.

La baisse actuelle des prix de l'énergie apporte certes un soulagement ponctuel, mais celui-ci est plus que compensé par le niveau toujours élevé des coûts fixes, en particulier des primes d'assurance maladie, des loyers et autres moyens de subsistance.

Angestellte Schweiz demande donc une augmentation salariale pouvant aller jusqu'à 1,2 % pour l'année à venir afin d'éviter des pertes de salaire réel. Il convient de tenir compte de la réalité des entreprises : des solutions flexibles mais contraignantes, adaptées aux secteurs et aux différentes entreprises, sont nécessaires. Une attention particulière doit être accordée aux entreprises qui subissent une pression immédiate en raison de la politique douanière américaine actuelle, en particulier celles où des emplois sont gravement menacés. Seule exception : dans le secteur des bas salaires, toute perte de salaire réel doit être absolument exclue.

La sécurité psychologique

Parallèlement et dès à présent, un sujet souvent sous-estimé prend de l'importance : la sécurité psychologique au travail. Qu'entend-on par là ? Dans un climat de changement permanent, qu'il soit dû à des bouleversements technologiques, à des restructurations ou à des réductions d'effectifs, la crainte de perdre son emploi grandit. Ceux/celles qui ne se sentent pas en sécurité se replient sur eux-mêmes, cessent de communiquer ou se désinvestissent.

Dans de nombreuses entreprises, l'ouverture et la transparence font défaut : la direction passe sous silence les problèmes, les collaborateur·rices taisent leurs craintes et leurs idées, par crainte des conséquences. Il en résulte un climat qui anéantit progressivement l'innovation et la confiance.

La sécurité psychologique n'est donc pas une formule creuse, mais une condition préalable à la santé des équipes et à une collaboration véritable, au service de l'innovation.

"La meilleure réponse à l'incertitude n'est pas la pression exercée par les entreprises sur leurs employé-es, mais la confiance, la compétence et la participation. Investir aujourd'hui dans son personnel, c'est renforcer le succès de l'entreprise demain", souligne Laure Fasel, porte-parole d'Angestellte Schweiz.

À cela s'ajoute l'exigence d'un engagement concret des entreprises en faveur de la qualification et de la formation continue de leur personnel.

Investir dans la formation continue

La formation renforce la confiance en soi, l'employabilité et la sécurité à long terme. Elle n'est pas un privilège individuel, mais une responsabilité commune des entreprises et des collaborateur·rices. Elle permet de s'orienter, favorise l'efficacité personnelle et empêche que des personnes soient laissées pour compte durant les périodes de changement. Investir aujourd'hui dans le savoir et les compétences, c'est forger la compétitivité et la confiance de demain.

"Dans un monde en proie aux crises, aux bouleversements technologiques et à la polarisation politique, les individus ont de plus en plus besoin de stabilité, y compris sur leur lieu de travail. Pour attirer des employé-es engagé-es, il faut offrir davantage que des incitations financières ponctuelles : il s'agit de favoriser un travail qui a du sens, de permettre l'épanouissement et d'instaurer la confiance", explique Laure Fasel, porte-parole d'Angestellte Schweiz.

Angestellte Schweiz appelle les employeurs et les cadres à prendre leurs responsabilités, pour un monde du travail dans lequel performance et sécurité ne sont pas en opposition, mais se complètent mutuellement. Dans une société en pleine mutation, la sécurité est devenue la nouvelle devise.

Nos revendications pour 2026 s'appuient sur l'analyse actuelle de BAK Economics (juillet 2025). L'évaluation qualitative correspond à celle d'Angestellte Schweiz. Vous trouverez une version abrégée des arguments salariaux à ce [lien](#).

Contact:

Stefan Studer
Directeur général Angestellte Schweiz
stefan.studer@angestellte.ch, +41 44 360 11 11

Laure Fasel
Communication Angestellte Schweiz
laure.fasel@angestellte.ch, +41 44 360 11 28

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100006251/100933969> abgerufen werden.